



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA VIENNE

Direction départementale des territoires
de la Vienne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Gestion d'une prairie pour être favorable à l'outarde et à l'avifaune associée, sans intervention du 20 mai au 31 juillet »

« PC-MINE-HE07 »

du territoire « Plaine du Mirebalais - Neuvilleois »

Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'absence d'intervention (fauche, pâturage...) entre le 20 mai et le 31 juillet est un bon compromis entre englober l'essentiel de la période de ponte de l'Outarde canepetière et permettre une valorisation fourragère acceptable du couvert herbacé.

Ces modalités de gestion garantissent une bonne ressource alimentaire en graines ou en insectes. Cet engagement participe également à l'objectif général de maintien des prairies.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 222,86 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du montant plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez réaliser un diagnostic individuel d'exploitation/parcellaire avant le dépôt de votre demande d'engagement.

Contactez l'opérateur : la Chambre d'agriculture de la Vienne (05.49.44.74.07) ou la LPO Vienne (06.88.55.85.17 ou 05.49.88.55.22).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Seules les prairies permanentes ou temporaires normalement productives de votre exploitation, quel que soit leur mode d'utilisation (fauche, pâturage ou utilisation mixte) sont éligibles.

Le couvert devra être en déclaré en prairies temporaire ou permanente.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

La première priorisation tient dans le choix des limites du territoire. La SAU éligible est réduite aux zones de plaines jugées favorables à l'Outarde canepetière.

La seconde priorisation est effectuée au sein même de chaque dossier candidat à une échelle plus fine que celle du territoire MAEC.

L'expertise environnementale s'attache principalement à vérifier le potentiel d'accueil, de chacune des parcelles ou parties de parcelles proposées par l'exploitant, pour une femelle d'outarde canepetière. Ainsi la proximité au bâti, à un boisement de taille importante ou à un fond de vallée (la Dive) ainsi que l'enclavement entre des zones bâties sont des critères plutôt négatifs mais pas nécessairement rédhibitoires. L'assolement présent sur le secteur est également pris en ligne de compte, notamment la présence d'autres contrats MAE.

L'expertise environnementale intègre également les données récentes et anciennes d'observations d'outardes canepetières.

Les parcelles jugées les plus intéressantes sont celles situées sur des zones de fortes présences historiques mais de plus faibles présences récentes du fait d'une réduction des surfaces herbacées. Cela dit, même en dehors des zones de présence récentes de l'espèce, l'expérience montre que les couverts herbacés agissent comme des aimants et que l'espèce répond très rapidement. Ainsi la mise en place d'une parcelle herbacée dans un environnement favorable peut permettre l'installation d'outardes dès les années qui suivent même si l'espèce n'avait pas été récemment observée sur ce secteur. Historiquement l'espèce était de toute manière présente sur la quasi-totalité du territoire éligible et avec des densités bien supérieures.

Aussi, il est également intéressant de contractualiser sur des zones de « fortes » présence actuelle afin de consolider/augmenter les leks d'outardes ou encore de contractualiser entre des leks existants afin de les relier entre eux et d'atteindre un objectif de reconquête du territoire. Bref le paramètre le plus important est l'évaluation du potentiel d'accueil de la parcelle pour l'espèce au regard de l'environnement au sens large (topographie, activités humaines...) avec, pour cette mesure, l'objectif de conforter l'espèce dans des endroits où elle est déjà présente en maintenant des surfaces herbacées et en limitant le risque de destruction des femelles et nichées lors de la fauche.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « PC_MINE_HE07 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
La fauche est interdite du 20 mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction du pâturage du 20 mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements y compris pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Enregistrement pour chacune des interventions sur des éléments engagés :

Le cahier d'enregistrement des interventions devra porter à minima, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot et de parcelle, tels que référencés sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- type d'intervention ;
- dates ;
- matériels utilisés.

Rappel du cahier des charges

- Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche.
- Fauche, pâturage et autres interventions interdits du 20 mai au 31 juillet.
- Interdiction de retournement des prairies engagées, un travail superficiel du sol est autorisé pour le renouvellement de la prairie 1 fois pendant la durée du contrat.
- Absence de traitement phytosanitaire.

NB : En cas de présence de chardons ou plantes envahissantes (cf. arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées »), des dérogations à l'absence de traitement phytosanitaires pourront être accordées par la DDT sur demande de l'animateur du territoire (LPO Vienne : 06.88.55.85.17 ou 05.49.88.55.22). Prévenir le plus tôt possible car aucune dérogation ne sera autorisée entre le 20 mai et le 31 juillet.

Recommandations

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité. Les préconisations ne sont pas des éléments opposables et contrôlables mais restent des conseils d'usage et de bonnes pratiques :

- **Limitez la fertilisation, notamment azotée, ce qui augmentera la diversité d'espèces végétales et animales présentes dans la parcelle.**
- **Entretien par fauche ou broyage centrifuge ou d'un bord à l'autre pour faciliter la fuite des espèces s'abritant dans le couvert herbacé.**
- **Si possible maintenez une bande non fauchée ou broyée** qui servira de zone refuge et contribuera à diversifier le milieu. Cette zone qui ne comportera ni chardon ni plante indésirable pourra être déplacée d'un entretien à un autre afin d'éviter le développement de ligneux et de ronciers qui remettrait en cause le caractère agricole de la surface.
L'emploi localisé de produits phytosanitaires peut être autorisé sur dérogation pour lutter contre les adventices et la montée en graines des espèces indésirables.
- Ne réalisez pas la fauche ou le broyage du couvert de nuit.
- Respectez une hauteur minimale de fauche de 20 cm compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnu sur le territoire ;
- Respectez une vitesse maximale de fauche de 10 km/h, permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle ;

- Mettez en place une barre d'effarouchement sur le matériel.
- Si vous voyez une femelle d'outarde sur une parcelle en cours de fauche ou qui vient juste d'être fauchée, il y a toutes les chances pour que le nid ait été détruit. Mais il n'est pas trop tard pour sauver la nichée. Recherchez le nid en parcourant la zone où vous avez vu la femelle. Si les œufs sont encore intacts, la seule décision à prendre est de les ramasser car les œufs vont à coup sûr être abandonnés par la femelle ce qui entraînera leur prédation ou la mort des embryons par exposition au soleil. Couvrez-les pour les protéger du soleil puis mettez-les dans une boîte à œufs en les calant avec du coton ou de la luzerne. Contactez rapidement une personne qui a l'autorisation de transport (Benoît Van Hecke bénévole LPO Vienne : 06.03.54.07.79 ou ONCFS : 05.49.52.01.50).